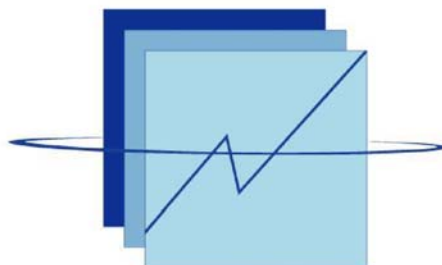


**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

Un Peuple - Un But - Une Foi

-----

Ministère de l'économie et des finances



**ANSD**

Agence Nationale de  
la Statistique et de la Démographie

**NOTE D'ANALYSE DES COMPTES NATIONAUX  
DEFINITIFS 2006, SEMI-DEFINITIFS 2007 ET  
PROVISOIRES 2008**

Juillet 2009

# AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE



<b>Directeur Général :</b>	Babakar FALL
<b>Directeur Général Adjoint :</b>	Mamadou Falou MBENGUE
<b>Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale :</b>	Mamadou Alhousseynou SARR
<b>Chef de la Division de la Comptabilité Nationale, des Synthèses et des Etudes Analytiques :</b>	Ousseynou SARR
<b>Chef du Bureau de la Comptabilité Nationale :</b>	Mamadou Ngalgou KANE
<b>Abou AW :</b>	Secteur des Administrations publiques
<b>Insa SADIO :</b>	Secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des activités extractives
<b>Astou DAKONO NDIAYE :</b>	Secteur des sociétés non financières
<b>Mamadou FAYE :</b>	Secteur de la sylviculture et de la pêche
<b>Mamadou Ngalgou KANE :</b>	Secteur des sociétés non financières et secteur informel
<b>Amar SECK :</b>	Secteur des institutions financières
<b>Moussa THIAM :</b>	Secteur des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
<b>Adama SECK :</b>	Commerce extérieur et balance des paiements

## SOMMAIRE

PARTIE I : ANALYSE DES COMPTES NATIONAUX DE L'ANNEE 2008 .....	5
Introduction .....	5
I - Les indicateurs macroéconomiques .....	6
II – Structure des ressources et des emplois du PIB .....	7
II.1 La structure du PIB en ressources .....	7
II.2 La structure du PIB en emplois.....	9
III. La croissance en volume des ressources et des emplois du PIB.....	11
III.1 La croissance en volume des ressources du PIB .....	11
III.2 La croissance en volume des emplois du PIB .....	15
Conclusion .....	17
PARTIE II : TABLEAUX DES COMPTES NATIONAUX .....	17
I - Les indicateurs macroéconomiques .....	19
II – Le Produit Intérieur Brut et ses emplois.....	24
II – Agrégats par produit.....	30

## AVANT PROPOS

La présente publication est principalement consacrée aux comptes nationaux provisoires de l'année 2008 qui fournissent une première évaluation du Produit Intérieur Brut (PIB) et du taux de croissance économique du Sénégal. Elle donne aussi l'occasion de préciser les comptes définitifs de 2006 et provisoires de 2007, publiés en septembre 2008. En effet, ces comptes ont été révisés à la lumière de données plus complètes et plus actuelles notamment sur les sociétés non financières et les institutions financières.

La méthodologie d'élaboration utilisée dans le cadre de ce travail est conforme aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale (SCN 93). Toutefois, certaines innovations proposées par ce système, en particulier la ventilation du Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré (SIFIM) entre secteurs institutionnels, ne sont pas intégrées. Les nomenclatures des activités et des produits utilisées sont une adaptation au contexte sénégalais des nomenclatures établies par AFRISTAT<sup>1</sup> à savoir la Nomenclature des Activités des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA) et la Nomenclature des Produits des Etats Membres d'AFRISTAT (NOPEMA).

Cette publication est organisée en deux grandes parties. La première est consacrée à l'examen de la situation économique de 2008 à travers l'analyse de l'évolution des principaux agrégats et ratios de la comptabilité nationale. La seconde partie présente les principaux tableaux de la comptabilité nationale.

---

<sup>1</sup> Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

## **PARTIE I : ANALYSE DES COMPTES NATIONAUX DE L'ANNEE 2008**

### **Introduction**

L'année 2008 a été marquée par un ralentissement de la croissance de l'économie mondiale qui s'est établie à 3,4% contre 5,2% en 2007 selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI). Cette décélération du Produit Mondial Brut résulte principalement de l'éclatement de la crise financière qui s'est propagée sur l'économie réelle, notamment au cours du deuxième semestre 2008. La crise financière a provoqué une incertitude sur les perspectives d'emploi qui s'est traduite par une contraction de la demande des ménages notamment pour les biens de consommation durable tels que les automobiles. Les sociétés ont également différé leurs investissements, eu égard aux conditions de financement plus difficiles et à la réduction de la demande.

Malgré sa faible intégration aux marchés financiers internationaux, l'Afrique subsaharienne n'a pas été épargnée par la crise. Elle a été affectée par *l'effondrement des cours des matières premières, la baisse de la demande pour les exportations de métaux et de minerais, la baisse des envois de fonds et du tourisme*<sup>2</sup>. La région a enregistré un taux de croissance de 4,9% en 2008, après un taux supérieur à 6% en 2007.

Au plan national, la situation économique a été caractérisée par un repli de l'activité avec un taux de croissance de 3,3% en 2008, après 4,9% en 2007 et 2,5% en 2006, en dépit des bonnes performances enregistrées au niveau du sous-secteur agricole.

Le document présente les principaux résultats des comptes nationaux, à travers l'analyse de :

- l'évolution des indicateurs macroéconomiques ;
- la structure des ressources et des emplois du Produit intérieur brut (PIB) ;
- et la croissance en volume des ressources et des emplois du PIB.

---

<sup>2</sup> Banque mondiale, Perspectives pour l'économie mondiale, juin 2009.

## I - Les indicateurs macroéconomiques

Après avoir atteint un taux de croissance de 4,9% en 2007, **le produit intérieur brut a progressé de 3,3% en 2008**. Cette décélération de l'activité est essentiellement liée aux difficultés traversées par le secteur industriel et celui des bâtiments et travaux publics (BTP) qui se sont traduites par un recul de 1,0% de la valeur ajoutée en volume du secteur secondaire. Le secteur tertiaire a également enregistré un fléchissement avec un taux de croissance de 2,6%, après 6,6% en 2007. Néanmoins, les bonnes performances notées au niveau du secteur primaire (17,7%), en particulier pour le sous-secteur agricole, ont permis d'atténuer le ralentissement de la croissance économique.

Nonobstant ce retrait de la croissance économique, le PIB à prix courants a connu une progression de 10,0%, sous l'effet de la forte hausse du déflateur du PIB (6,5%). Cet accroissement a induit un relèvement de 7,1% du PIB par habitant qui se situe à 501 978 Fcfa en 2008 contre 468 773 Fcfa en 2007.

En dépit de cette augmentation du PIB par tête, la forte inflation enregistrée en 2008 a contribué à grever le pouvoir d'achat des ménages. Cette évolution des prix à la consommation est principalement imputable aux *tensions sur les prix du marché extérieur des produits pétroliers et des produits alimentaires, ainsi que leurs répercussions sur les produits de consommation locale*<sup>3</sup>.

Cette forte inflation, combinée à un ralentissement de l'activité économique, semble avoir affecté la consommation finale privée (en volume) qui n'a progressé que de 3,1%, après 5,3% en 2007.

Au titre de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), elle a enregistré une progression de 7,3% en termes réels et 11,9% en valeur. Il en résulte un léger accroissement du taux de FBCF qui a atteint 26,6% en 2008 après 26,1% en 2007.

---

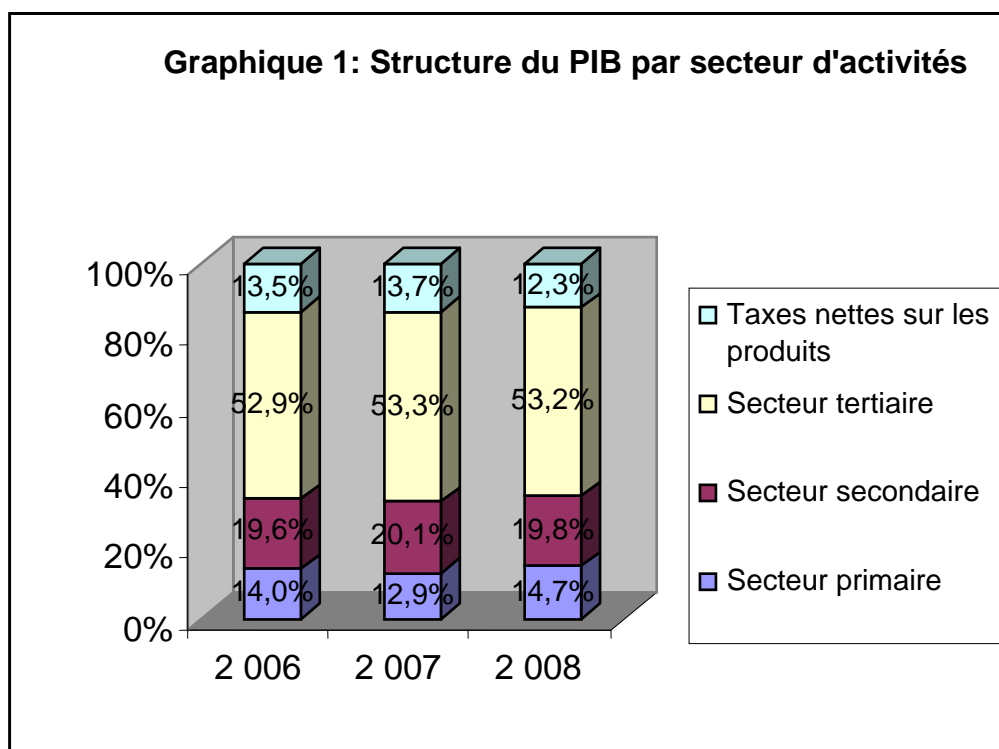
<sup>3</sup> ANSD, Evolution annuelle de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation en 2008, mars 2009.

Les échanges extérieurs de biens et services en volume ont été marqués, en 2008, par une augmentation de 0,2% des exportations et un recul de 2,8% des importations. En valeur, les exportations de biens et services se sont accrues de 7,8% en 2008, tandis que les importations ont progressé de 7,4%. Au total, le déficit de la balance des biens et services est ressorti à 1 295 milliards FCFA en 2008 contre 1 211 milliards FCFA en 2007.

## II – Structure des ressources et des emplois du PIB

### II.1 La structure du PIB en ressources

A la faveur du redressement du sous-secteur agricole, le poids du secteur primaire dans le PIB a sensiblement progressé en se situant à 14,7% en 2008 contre 12,9% l'année précédente. Toutefois, l'économie sénégalaise reste dominée par le secteur tertiaire qui représente 53,2% du Produit intérieur brut en 2008. Quant au secteur secondaire, son poids s'est établi à 19,8% du PIB.



Le secteur primaire est dominé par l'agriculture qui représente 7,4% du PIB en 2008. Le poids de l'agriculture dans le primaire s'est sensiblement bonifié (50,6% en 2008 après 40,5% en 2007), en liaison avec les performances enregistrées par ce sous-secteur. En revanche, les activités extractives représentent moins de 1% du PIB

(0,8% en 2008, après 1% en 2007) et 5,5% de la valeur ajoutée du primaire. Le poids des autres branches d'activités de ce secteur (élevage, sylviculture, pêche) est demeuré relativement stable entre 2006 et 2008.

Le poids du secteur secondaire dans le PIB a légèrement fléchi avec un recul de 0,3 point (19,8% contre 20,1% en 2007). Le sous-secteur de la *construction* demeure prépondérant dans le secondaire où il représente 23,0% de la valeur ajoutée. Il est suivi des branches *électricité, gaz, eau* (2,5% du PIB), *transformation et conservation de viande et de poisson* (2,1%) *fabrication de produits chimiques* (1,6%) (cf. Partie II, tableau 15).

Quant au secteur tertiaire, il reste dominé par les activités commerciales qui représentent plus de 16% du PIB. Le poids des *transports, postes et télécommunications* continue de s'accroître avec une part dans le PIB ressortie à 10,7% en 2006, 10,9% en 2007 et 11,1% en 2008. En dépit des difficultés dans le sous-secteur de l'administration publique en 2008, son poids est demeuré à 6,1% du produit intérieur brut.



**Tableau 1 : Structure du Produit Intérieur Brut par branche d'activités  
(en % du PIB aux prix courants)**

	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
Agriculture	6,6%	5,2%	7,4%
Elevage	4,0%	4,0%	3,9%
Sylviculture	0,8%	0,9%	0,9%
Pêche	1,6%	1,7%	1,6%
Industries extractives	1,1%	1,0%	0,8%
<b>Secteur Primaire</b>	<b>14,0%</b>	<b>12,9%</b>	<b>14,7%</b>
Huileries	0,1%	0,1%	0,1%
Produits chimiques	1,1%	1,2%	1,6%
Energie	2,4%	2,5%	2,5%
Construction	4,8%	4,9%	4,6%
Autres industries	11,2%	11,3%	11,1%
<b>Secteur Secondaire</b>	<b>19,6%</b>	<b>20,1%</b>	<b>19,8%</b>
Commerce	16,3%	16,4%	16,4%
Transports, postes et télécommunication	10,7%	10,9%	11,1%
Services sociaux	4,8%	4,7%	4,9%
Autres services	15,0%	15,1%	14,7%
Administration	6,1%	6,1%	6,1%
<b>Secteur Tertiaire</b>	<b>52,9%</b>	<b>53,3%</b>	<b>53,2%</b>
<b>TAXES NETTES SUR LES PRODUITS</b>	<b>13,5%</b>	<b>13,7%</b>	<b>12,3%</b>

Source : ANSD

## II.2 La structure du PIB en emplois

L'analyse de la structure des emplois du Produit intérieur brut (tableau 2) révèle une certaine stabilité entre 2007 et 2008. La consommation finale reste prédominante avec 92,2% du PIB. En dépit du ralentissement en volume (voir III.2 infra), la consommation finale privée en valeur reste élevée (4 695 milliards Fcfa en 2008, soit 79,0% du PIB), en raison du niveau élevé des prix à la consommation. Quant à la consommation finale publique, elle a légèrement progressé pour se situer à 787

milliards Fcfa en valeur (après 743 milliards Fcfa en 2007), soit 13,2% du PIB contre 13,8% un an auparavant.

La formation brute de capital fixe (FBCF) en valeur a atteint 1 579 milliards Fcfa, soit une hausse de 11,9% par rapport à son niveau de 2007. Cette progression est principalement imputable à l'accroissement de la FBCF privée qui est passée de 1 074 milliards FCFA en 2007 à 1 234 milliards FCFA en 2008. En revanche, la FBCF publique a faiblement augmenté (336 à 345 milliards FCFA entre 2007 et 2008). Au total, le taux de FBCF, qui représente la part de la formation brute de capital fixe dans le PIB, s'est établi à 26,6% en 2008, après 26,1% en 2007.

**Tableau 2 : Structure des emplois du Produit Intérieur Brut**  
(en % du PIB aux prix courants)

	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
Consommation finale	92,8%	92,9%	92,2%
Marchande	72,2%	73,1%	72,8%
Non marchande	20,5%	19,8%	19,4%
Publique	13,7%	13,8%	13,2%
Privée	79,1%	79,2%	79,0%
Formation brute de capital fixe	26,2%	26,1%	26,6%
Publique	6,4%	6,2%	5,8%
Privée	19,8%	19,9%	20,8%
Variation de stocks	-1,4%	3,4%	3,0%
Exportations nettes de biens et services	-17,5%	-22,4%	-21,8%
Exportations de biens et services	25,6%	25,5%	25,0%
Importations de biens et services	-43,1%	-47,9%	-46,8%

Source : ANSD

Les échanges extérieurs de biens et services (en valeur) sont caractérisés par une hausse de 7,8% des exportations et de 7,4% des importations. Ainsi, les exportations et les importations représentent, respectivement, 25,0% et 46,8% du PIB, soit un taux de couverture du commerce extérieur de 53,4% en 2008.

Les prix à l'exportation ont sensiblement augmenté en 2008 (7,7%), en liaison avec la flambée des prix à l'exportation de l'acide phosphorique (plus de 200%). Toutefois, la progression des prix à l'importation a été plus accentuée (10,5%), en raison de la hausse des cours des produits pétroliers et alimentaires. Cette situation a entraîné une dégradation des termes de l'échange (85,8% en 2008 contre 88,0% en 2007).

### III. La croissance en volume des ressources et des emplois du PIB

#### III.1 La croissance en volume des ressources du PIB

Après deux années de baisse (-8,9% en 2006 et -5,7% en 2007), la valeur ajoutée du secteur primaire a progressé de 17,7%. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse de la valeur ajoutée du sous-secteur agricole (37,5%), en liaison avec l'augmentation de la production (en quantité) des principales spéculations agricoles : mil (113%), riz paddy (111%), arachide d'huilerie (67%), légumes hors tomate (8%), tomates industrielles (34%), fruits (9%). Outre la bonne pluviométrie, la campagne agricole s'est bonifiée de l'augmentation de la quantité d'intrants agricoles distribués (semences : 93 765 tonnes en 2008 contre 55 059 tonnes en 2007 ; engrais : 69 000 tonnes en 2008 contre 49 000 en 2007<sup>4</sup>) et des superficies emblavées en rapport avec l'arrivée de nouveaux producteurs dans le cadre de la mise en œuvre de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA). Toutefois, ces performances sont à relativiser eu égard à la forte baisse de la production constatée lors des deux années précédentes (effet de rattrapage)<sup>5</sup>.

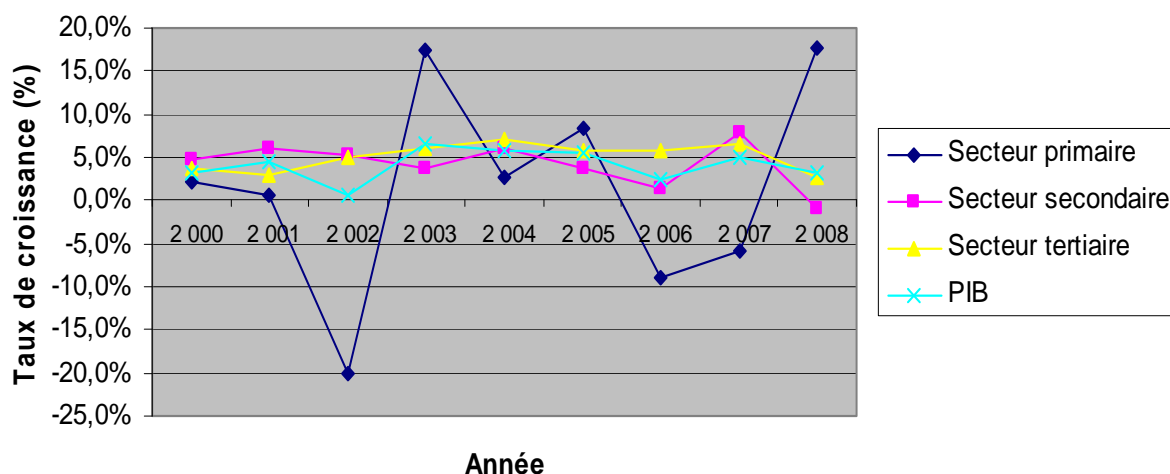
La branche *élevage et chasse* a connu un ralentissement en 2008 (3,5% après 5,7% en 2007) lié au faible accroissement de l'effectif des troupeaux. Après le redressement noté en 2007 (7,5% contre une baisse de 10,2% en 2006), la valeur ajoutée du sous-secteur de la pêche s'est replié en 2008 (1,7%) en liaison avec la faible progression des débarquements de poissons (2%) et la baisse de ceux des mollusques (-9%). Quant aux activités extractives, elles enregistrent, pour la quatrième année consécutive, un recul de leur valeur ajoutée (-6,6%). Cette situation s'explique principalement par la faible utilisation des capacités de production des Industries Chimiques du Sénégal (moins de 60% en 2008) ; ce qui s'est traduit par un retrait d'environ 7% de la production de phosphate.

---

<sup>4</sup> Source : Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS)

<sup>5</sup> Par rapport à l'année 2005, les progressions des différentes spéculations ci-avant sont de 11% (mil), 41% (riz paddy), arachide d'huilerie (4%), 65% (légumes hors tomate), 8% (tomates industrielles), 30% (fruits).

**Graphique 2: Taux de croissance réel du PIB par secteur d'activité (en %)**



Au titre du secteur secondaire, il enregistre pour la première fois depuis 1993 une baisse de l'activité (-1,0%). Ce recul résulte principalement des contre-performances enregistrées au niveau des huileries, de la transformation de céréales, des industries chimiques et des bâtiments et travaux publics (BTP). En effet, la baisse de 28% de la production d'arachide en 2007 (qui est en grande partie triturée en 2008) a induit une diminution de la production d'huile et un recul de 15,7% de la valeur ajoutée (en volume) de la branche *fabrication de corps gras alimentaires*. La diminution de la production céréalière en 2007 a également affecté l'activité de *travail du grain*, *fabrication de produits amylicés et d'aliments de bétail* (-4,8%). Les productions d'acides phosphoriques et d'engrais ont aussi reculé induisant une baisse de 7,4% de la valeur ajoutée de la branche *fabrication de produits chimiques*. Après plusieurs années d'embellie, l'activité de *construction* s'est fortement contractée en 2008 avec un taux de croissance de 0,2%. Cette progression serait liée aux difficultés des entreprises de ce secteur confrontées aux retards de paiements des dettes de l'Etat. Toutefois, la consolidation de la reprise des activités de la Société Africaine de Raffinage (SAR) et l'augmentation de la production de cigarettes ont permis d'enregistrer des taux de croissance de 19,6% de la branche *raffinage de pétrole, cokéfaction* et 21,1% au niveau de la *fabrication de produits à base de tabac*. Ces évolutions ont atténué la baisse de la croissance du secteur secondaire.

Après plusieurs années de croissance soutenue (plus de 5% entre 2002 et 2007), le secteur tertiaire a enregistré un ralentissement en 2008, avec un taux de croissance de 2,6%. Outre la faible progression des activités d'administration publique (2,1%), il a été noté un recul de la valeur ajoutée réelle des « services d'hébergement et restauration » (-5,1%), en partie lié à la baisse des entrées de touristes, mais aussi du « transport » (-4,4%). Cette dernière branche serait affectée par la hausse des prix du carburant et le faible accroissement du niveau de l'activité économique qui a un impact négatif sur les transports de marchandises. Ce ralentissement affecte également l'activité commerciale qui enregistre une progression de 1,9% en 2008 après 3,7% en 2006 et 2007. En revanche, la croissance de la branche « postes et télécommunications » reste soutenue (12,8%) malgré un fléchissement par rapport aux quatre (4) années précédentes où son taux de croissance moyen s'était établi à près de 21%.

**Tableau 3 : Taux de croissance et contribution à la croissance en volume du Produit Intérieur Brut par branche d'activités**

	Evolution de la valeur ajoutée en volume			Contribution à la croissance en volume du PIB
	2005	2006	2007	2008
agriculture	-16,0%	-16,3%	37,5%	2,0%
élevage	6,7%	5,7%	3,5%	0,1%
sylviculture	1,1%	5,4%	4,1%	0,0%
pêche	-10,2%	7,5%	1,7%	0,0%
industries extractives	-16,4%	-5,5%	-6,6%	0,0%
<b>Secteur Primaire</b>	<b>-8,9%</b>	<b>-5,7%</b>	<b>17,7%</b>	<b>2,1%</b>
huileries	21,9%	-7,4%	-15,7%	0,0%
produits chimiques	-35,9%	13,4%	-7,4%	-0,1%
énergie	4,5%	9,0%	0,7%	0,0%
BTP	13,1%	10,2%	0,2%	0,0%
autres industries	2,5%	6,1%	-1,0%	-0,1%
<b>Secteur Secondaire</b>	<b>1,4%</b>	<b>7,8%</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-0,2%</b>
commerce	3,7%	3,7%	1,9%	0,3%
transports, postes et télécommunications	15,8%	12,2%	7,3%	0,9%
services sociaux	3,2%	8,6%	2,2%	0,1%
autres services	2,3%	5,2%	-0,6%	-0,1%
Administrations	4,5%	5,1%	2,4%	0,1%
<b>Secteur Tertiaire</b>	<b>5,8%</b>	<b>6,6%</b>	<b>2,6%</b>	<b>1,4%</b>
<b>+TAXES NETTES SUR LES PRODUITS</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,3%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>0,0%</b>

Source : ANSD

Au total, le secteur primaire a contribué à hauteur de 2,1 points à la progression du PIB en 2008 avec 2,0 points pour l'activité agricole. Le secteur secondaire a amputé la croissance de 0,2 point, tandis que la contribution du secteur tertiaire s'est située à 1,4 point. La contribution du secteur tertiaire est tirée par les *transports, postes et télécommunications* (0,9 point) en particulier le segment des postes et télécommunications (1,1 point).

### III.2 La croissance en volume des emplois du PIB

Composante majeure des emplois du PIB, la consommation finale en volume a enregistré un ralentissement en 2008 avec un taux de croissance de 3,0% contre 5,4% en 2007. Ce resserrement concerne aussi bien la consommation finale privée (3,1% après 5,3% en 2007) que publique (2,4% après 6,0% en 2007). Le ralentissement de la consommation finale privée serait lié à la forte envolée des prix de la consommation finale (6,0%) et à l'accroissement relativement faible des transferts des Sénégalais résidant à l'étranger (7,2% en 2008 contre 19,3% en 2007 et 17,6% en 2006) qui ont entamé le pouvoir d'achat des ménages<sup>6</sup>. Tandis que la baisse de 2% des effectifs de l'Administration publique et les ponctions budgétaires intervenues en 2008 ont visiblement affecté les dépenses de consommation finale de l'Administration publique, en termes réels.

#### **Encadré 1 : Travaux sur les comptes économiques intégrés**

Dans l'optique d'une mise en oeuvre plus poussée du Système de Comptabilité Nationale (SCN 93), afin de produire l'ensemble des comptes et tableaux de synthèse recommandés par ce système, l'ANSD a entrepris l'élaboration des comptes de secteurs institutionnels et du Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI). A cet égard, elle a bénéficié de l'appui technique du FMI à travers son Centre d'Assistance Technique Régionale (AFRITAC de l'Ouest) et du soutien financier de la Banque Africaine de Développement (BAD). Ce qui a permis de réaliser les comptes économiques intégrés de 2001 à 2005. Ces comptes, ainsi que ceux relatifs à l'année 2006, qui seront finalisés en septembre, feront l'objet d'un partage avec les différents partenaires avant leur diffusion prévue en novembre 2009.

Pour rappel, le TCEI rassemble l'ensemble des informations économiques et financières des différents secteurs institutionnels (Sociétés non financières, Institutions financières, Administration publique, Ménages, Institutions sans but lucratif au service des ménages) dans un cadre cohérent. Il fournit ainsi une vue d'ensemble de l'économie nationale sur une année donnée, permet de dégager l'origine et l'utilisation des ressources des secteurs institutionnels, les interrelations entre ces secteurs et entre l'économie nationale et le reste du monde.

Au titre de la formation brute de capital fixe (FBCF), elle a enregistré une progression de 7,3% en 2008 après 7,7% en 2007, en liaison avec la bonne orientation de la FBCF privée. L'accroissement de la FBCF privée (9,6%) résulte des importations

---

<sup>6</sup> Les travaux en cours sur les comptes de secteurs institutionnels devraient permettre de suivre l'évolution du pouvoir d'achat des ménages à travers la détermination de leurs revenus disponibles en termes réels (Voir encadré 1).

massives de *machines et appareils* (381 milliards contre 282 milliards en 2007)<sup>7</sup> notamment les matériels électriques et les appareils de communication, en liaison avec l'accroissement de la capacité de production de la Société Nationale d'Electricité (SENELEC) et l'arrivée d'un troisième opérateur de téléphonie. En revanche, la FBCF publique a enregistré une forte décélération en 2008 (0,6% après 7,8% en 2007), en raison du recul des dépenses en capital financées sur ressources intérieures (314,2 milliards FCFA en 2008 contre 362,1 milliards Fcfa en 2007) qui ont été aussi affectées par les ponctions budgétaires.

S'agissant des échanges extérieurs de biens et services, il convient de souligner la légère reprise des exportations (0,2% en 2008, après -3,2% en 2006 et -0,1% en 2007) et le recul des importations (-2,8% en 2008, après des hausses de 1,2% en 2006 et 11,4% en 2007). L'évolution des exportations en volume résulte de l'accroissement de celles des poissons frais, des phosphates, de l'engrais et de l'acide phosphorique (en quantité). S'agissant des importations, elles ont été affectées par la baisse des quantités de produits céréaliers, oléagineux et pétroliers importés (cf. NACE 2008).

**Tableau 4 : Taux de croissance annuel des volumes des emplois du PIB (en %)**

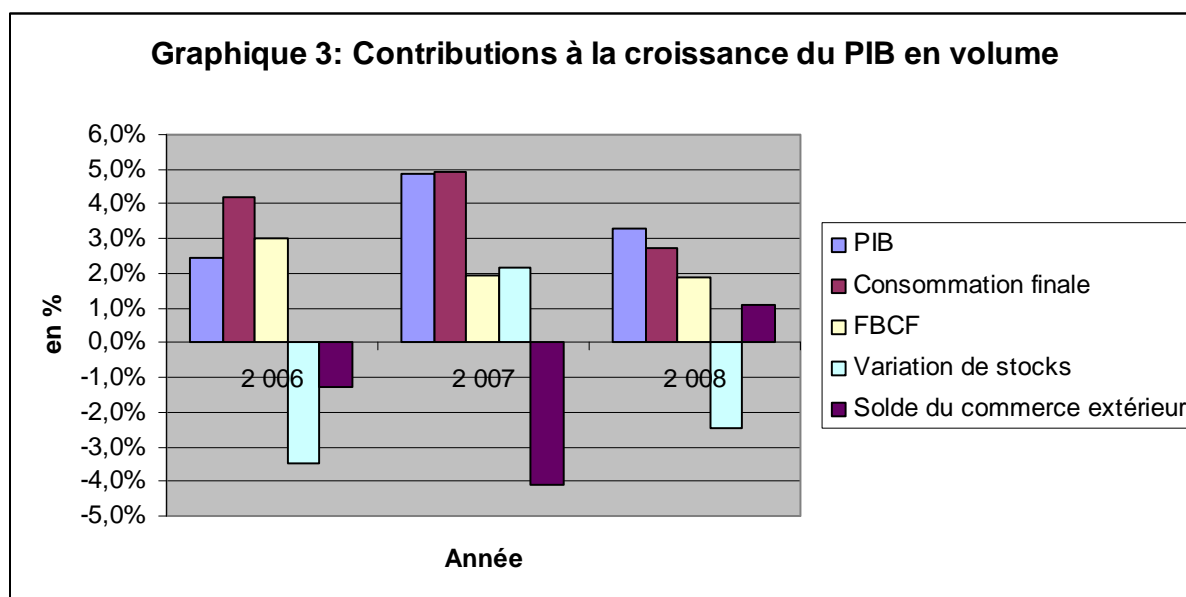
	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
Consommation finale	4,7%	5,4%	3,0%
Marchande	5,1%	6,8%	3,1%
Non marchande	3,3%	0,4%	2,8%
Publique	5,1%	6,0%	2,4%
Privée	4,7%	5,3%	3,1%
Formation brute de capital fixe	13,2%	7,7%	7,3%
Publique	14,0%	7,4%	0,6%
Privée	13,0%	7,8%	9,6%
Exportations nettes de biens et services	-11,9%	-35,5%	7,3%
Exportations de biens et services	-3,2%	-0,1%	0,2%
Importations de biens et services	1,2%	11,4%	-2,8%

Source : ANSD

<sup>7</sup> ANSD, Note d'Analyse du Commerce Extérieur (NACE), Edition 2008.



Globalement, la contribution de la consommation finale à la croissance du Produit Intérieur Brut a régressé (2,7 points en 2008 contre 4,9 points en 2007). Celle de la FBCF est restée stable (1,9 point), tandis que le recul des importations et la progression des exportations ont induit une contribution positive du solde des échanges extérieurs de biens et services (1,1 point en 2008, après - 4,8 points en 2007).



## Conclusion

L'économie sénégalaise a été caractérisée en 2008 par un relèvement du secteur primaire consécutif à une bonne campagne agricole qui a favorisé le développement des cultures vivrières et industrielles. Toutefois, les faibles performances enregistrées au niveau du secteur secondaire ainsi que le ralentissement du secteur tertiaire ont atténué la croissance du PIB qui s'est établie à 3,3%.

Du côté de la demande, un net ralentissement de la consommation finale a été enregistré. Cependant, l'accroissement des exportations nettes de biens et services ainsi que la vigueur de la FBCF privée ont permis de contenir l'impact du resserrement de la demande globale.

## PARTIE II : TABLEAUX DES COMPTES NATIONAUX

## **I- INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

## **II –LE PRODUIT INTERIEUR BRUT ET SES EMPLOIS**

## **III - AGREGATS PAR PRODUITS**

## **I- INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

### **1-INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

### **2-TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DES VOLUMES DES AGREGATS DE LA NATION** En taux de croissance annuel

3-TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DES PRIX DES AGREGATS DE LA NATION

4-TAUX DE CROISSANCE DES VOLUMES DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE

5-TAUX DE CROISSANCE DES PRIX DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE

6-CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE DU PIB

Taux de croissance annuel\*proportion du PIB à prix constants, en pourcentage

7-AFFECTATION DE LA CROISSANCE AUX EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

Taux de croissance annuel\*proportion du PIB à prix constants, en pourcentage

## **II –LE PRODUIT INTERIEUR BRUT ET SES EMPLOIS**

8- COMPTE DE BIENS ET SERVICES

En milliards de francs CFA courants

9-COMPTE DE BIENS ET SERVICES

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

10- LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE

En milliards de francs CFA courants

11-LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

12-STRUCTURE DES RESSOURCES ET EMPLOIS DE LA NATION

En Pourcentage des Ressources aux prix courants

13-STRUCTURE DES EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En Pourcentage du PIB aux prix courants

14-STRUCTURE DES EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En Pourcentage du PIB aux prix constants de 1999

15-STRUCTURE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE

En Pourcentage du PIB aux prix courants

16-STRUCTURE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE

En pourcentage du PIB à prix constant

## **III - AGREGATS PAR PRODUIT**

17-PRODUCTION DES BRANCHES D'ACTIVITE

En milliards de francs CFA courants

18-PRODUCTION DES BRANCHES D'ACTIVITE

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

19-IMPORTATIONS TOTALES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA CAF courants

20-IMPORTATIONS TOTALES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

21-CONSOMMATION FINALE MARCHANDE PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA courants au prix d'acquisition

22-CONSOMMATION FINALE MARCHANDE PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

23-PRODUCTION ET CONSOMMATION FINALE NON MARCHANDES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA courants au prix d'acquisition

24-PRODUCTION ET CONSOMMATION FINALE NON MARCHANDES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA aux prix d'acquisition constants de 1999

25-EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA FAB courants

26-EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA FAB aux prix constants de 1999

27-FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA courants au prix de base

28-FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

29-CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES PAR PRODUIT

(produits locaux et importés confondus)

En milliards de francs CFA courants au prix d'acquisition

30-CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES PAR PRODUIT

(produits locaux et importés confondus)

En milliards de francs CFA constants de 1999 au prix d'acquisition